

Unité inter-Départementale 19, 23, 87  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 13/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BLANCHISSERIE DU LIMOUSIN**

9 Route de Saint-Denis  
23100 La Courtine

Références : UiD232025-051  
Code AIOT : 0003100128

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement BLANCHISSERIE DU LIMOUSIN implanté Route de Saint-Denis - 23 100 La Courtine. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLANCHISSERIE DU LIMOUSIN
- Route de Saint-Denis - 23 100 La Courtine
- Code AIOT : 0003100128
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Blanchisserie du Limousin dispose d'un récépissé de déclaration du 30 novembre 2000 visant les rubriques 2340 (blanchisserie) et 1412 (dépôt de gaz combustible).

Ce récépissé de déclaration, la nomenclature des installations classées, le Code de l'environnement, l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2340 et l'arrêté ministériel du 23 août 2005

relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718, ont servi de référentiels pour l'inspection du 13 mai 2025.

Thèmes de l'inspection :

- situation administrative,
- contrôle périodique,
- consommation d'eau,
- propreté,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- cuvettes de rétention,
- inspection généraliste produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 30/11/2000, article /	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58 – 7 <sup>ème</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie (rubrique 2340)	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
8	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 2.10.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 5.4. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Sans objet
4	Propreté (rubrique 4718)	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I - point 2.2.	Sans objet
6	Système d'arrosage (rubrique 4718)	Arrêté ministériel du 23/08/2005 article Annexe I – point 4.2.	Sans objet
7	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article annexe I - point 3.3.	Sans objet
9	Information réglementaire	Code de l'environnement	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la capacité de lavage, il convient que l'exploitant régularise la situation administrative des activités de blanchisserie par le dépôt d'un dossier d'enregistrement.

Des actions correctives et des justificatifs sont attendus sur d'autres points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 30/11/2000, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet établissement soumis à déclaration est référencé sous les rubriques 1412 2.B, 2340 2. de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le récépissé de déclaration du 30 novembre 2000 mentionne un dépôt de gaz combustible liquéfié de 12 500 kg en annexe de la blanchisserie.  La rubrique 1412 a été supprimée par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'installation relève désormais de la rubrique 4718.2b, créée par le décret précité.  L'exploitant a indiqué que la citerne actuelle, en location auprès d'Antagaz, présente la même capacité que la précédente, soit 12,5 tonnes.  Concernant la rubrique 2340, l'exploitant a expliqué les fluctuations de la quantité journalière de linge lavé sur une année. Néanmoins, celui-ci a affirmé que la capacité de lavage est supérieure à 5 tonnes par jour, avec une moyenne entre 7 t/j à 8 t/j sur une année glissante. Au regard de ces éléments, l'activité de blanchisserie relève du régime de l'enregistrement et non plus de la déclaration. <b>Aussi, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera prochainement proposé à Madame la Préfète demandant à l'exploitant de régulariser la situation administrative de son activité. Le dossier tiendra compte des éventuelles modifications en cours ou à venir prochainement (tunnel de lavage, consommation d'eau...)</b>  Le site ne comporte ni d'installations utilisant des solvants pour le nettoyage à sec ou le traitement de textiles (rubrique 2345) ni d'installations de teintures, impressions... (rubrique 2330).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58 – 7 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier

alinéa est rendu applicable à cette installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La réglementation ne prévoit pas de contrôle périodique pour les installations relevant de la rubrique 2340.</p> <p>Les installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4718 sont soumises à contrôle périodique au sens des articles R.512-55 et suivants du Code de l'environnement par décret n° 2006-678 du 8 juin 2006.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la citerne a été changée par Antargaz le 12 juillet 2021 et que ce changement s'est accompagné d'un déplacement de quelques mètres, éloignant ainsi la citerne des bâtiments. L'exploitant a par ailleurs précisé que des moyens d'extinction, un portail et un affichage devaient être mis en place les jours suivant l'inspection. Il est à noter que ces points sont inclus dans les points de contrôle périodique prévus par l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4718.</p> <p>Selon les éléments recueillis auprès de l'exploitant concernant la réalisation du dernier contrôle périodique, un organisme agréé serait venu il y a plusieurs années, sans pouvoir affirmer si sa présence avait pour objectif la réalisation de ce contrôle.</p> <p><b>L'exploitant est invité, dans un délai de 1 mois, à s'assurer de la réalisation du contrôle périodique et de fournir les éléments recueillis (copie du rapport correspondant, mesures correctives le cas échéant en cas de constats de non conformités en particulier dites majeures, absence de réalisation du contrôle...) à l'Inspection. En cas de non réalisation de ce contrôle, il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection dans un délai de 2 mois, le devis élaboré par l'organisme agréé retenu ainsi que le justificatif de son consentement (courriel de commande, mention "bon pour accord" datée avec copie du courrier de transmission à l'organisme....) visant à l'organisation de ce contrôle dans un délai ne dépassant pas 4 mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 5.4. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a montré une forte volonté de réduire les consommations d'eau, en présentant à l'Inspection ses investigations et travaux menés sur le sujet depuis 2 ans et ceux à</p>

venir (cf. annexe confidentielle).

L'exploitant a précisé que des ajustements proviennent de l'eau présente sous tout le site (pour illustration en début de visite, il a été constaté une forte présence de l'eau notamment dans le regard d'accès au compteur d'eau, le niveau d'eau étant au-dessus de l'équipement), à une fréquence de 1 fois par semaine en moyenne majorante, à hauteur de 300 litres par prise depuis un regard dans les locaux de la blanchisserie. Le dossier d'enregistrement (cf. Point de contrôle N°1) devra intégrer ce point, en mentionnant le cas échéant la rubrique IOTA concernée puisque la procédure en lien avec la législation IOTA sera embarquée par la procédure ICPE. Pour de plus amples informations réglementaires sur la réglementation IOTA et ses rubriques, l'exploitant est invité à se rapprocher de la police de l'eau à la Direction Départementale des Territoires de la Creuse. Il est à noter que l'examen de conformité à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 de la nomenclature, compris dans le dossier d'enregistrement (cf. Point de contrôle N°1), abordera ce sujet prélèvement au travers de ses articles 27 à 29.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Propreté (rubrique 4718)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I - point 2.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

[...] L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté [...]

**Constats :**

Les parties situées aux alentours de la citerne de gaz étaient propres et dépourvues d'herbes sèches, d'éléments ou produits combustibles. La citerne était bien dégagée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie (rubrique 2340)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 4.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- [...]

- d'extincteurs [...] facilement accessibles. [...]

Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

**Constats :**

Il est à noter qu'au regard de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 (installations à

déclaration au titre de la rubrique 2340), les dispositions précitées ne sont pas applicables aux installations existantes. Toutefois, la prescription relative à l'accessibilité des extincteurs est applicable aux installations nouvelles et existantes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la même rubrique (arrêté ministériel du 14 janvier 2011) (cf. point de contrôle N°1).

Lors de la visite, il a été constaté, pour les extincteurs sondés, un seul appareil difficilement accessible (à l'entrée de la zone « linge sale »).

L'exploitant a indiqué être en cours de réflexion pour mettre en place un système assurant un espace dégagé autour de chaque appareil.

L'exploitant est invité à maintenir sa vigilance sur ce point et à **confirmer à l'Inspection, dans un délai de 8 jours que l'accessibilité a été vérifiée pour l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.**

Par ailleurs, il a été indiqué à l'Inspection qu'une formation sur la manipulation des extincteurs est prévue prochainement pour l'ensemble des salariés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 8 jours

#### N° 6 : Système d'arrosage (rubrique 4718)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I - point 4.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

##### **Prescription contrôlée :**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

[...]

- pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 tonnes, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;
- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ; [...]

##### **Constats :**

Le thème des moyens de lutte contre l'incendie dédiés à la cuve de gaz, à aborder par ailleurs lors du contrôle périodique, n'a pas fait l'objet d'un point de contrôle.

L'exploitant s'interroge sur la possibilité d'alimenter l'installation d'arrosage au-dessus de la cuve de gaz depuis le cours d'eau à proximité du site ou par la mise en place d'un réservoir à installer sur le site. Outre l'impact sur le milieu et la réglementation IOTA, il convient de rappeler que le dispositif doit pouvoir être alimenté en tout instant, pour la durée nécessaire et avec le débit requis imposé le cas échéant par la réglementation et/ou le fournisseur de l'équipement, ce qui ne peut pas être garanti par pompage dans le cours d'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Connaissance des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article annexe I – point 3.3.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
<b>Constats :</b>  Il est à noter que l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 reprend cette prescription.  Lors de la visite des locaux, lors des échanges portant sur les produits employés et regroupés au même endroit, l'exploitant s'est muni spontanément d'une fiche de données de sécurité relative à un produit spécifiquement évoqué. Ce document était disponible à proximité de la zone visitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 2.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.



Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

**Constats :**

Il est à noter que l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 fixe des dispositions similaires (article 25) auxquelles il conviendra de se référer dans le cadre du dossier de demande d'enregistrement (cf. Point de contrôle N°1).

Lors de la visite des installations, il a été constaté l'absence de rétention répondant aux prescriptions précitées pour les produits (cf. annexe confidentielle) le nécessitant.

Aussi, **l'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, les mesures correctives prises et/ou envisagées à court terme pour mettre en place ces rétentions.** Pour rappel, au-delà du dimensionnement, ces rétentions devront répondre à l'ensemble des dispositions applicables (rétentions séparées pour les produits incompatibles, étanchéité, respect des dispositions particulières issues des fiches de données de sécurité...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Information réglementaire**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

/

**Constats :**

Ce point ne constitue pas un point de contrôle mais une information réglementaire. (Cf. annexe confidentielle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>  
☐ Secret industriel  
☐ Autres

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023).

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau (Point de contrôle N°3)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 5.4. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<p>Information confidentielle :</p> <p>Les eaux de lavage et essorage sont recyclées à hauteur de 80 %. L'exploitant a intégré le programme territoire de transition hydrique avec différents partenaires. Les différentes réflexions ont abouti au projet d'installation d'une station permettant le recyclage de l'eau en circuit fermé. La mise en place d'une station d'essai est prévue avant la période estivale. Après l'installation le cas échéant de cet équipement, des ajustements en eau seront toutefois nécessaires. Selon le degré de maturité du projet, ce point sera à intégrer dans le dossier d'enregistrement (cf. point de contrôle N°1).</p> <p>L'exploitant projette de compléter les modalités de son approvisionnement en eau par la mise en place d'une réserve d'eau (volume non déterminé à ce jour), pour anticiper les coupures d'eau lors de périodes de travaux ou la restriction éventuelle en période estivale, permettant ainsi de poursuivre l'activité en cours. S'il est maintenu, ce projet sera à présenter avec tous les éléments d'appréciation dans le dossier d'enregistrement (cf. Point de contrôle N°1).</p> <p>Concernant l'approvisionnement en eau, l'exploitant réfléchit également à la mise en place éventuelle d'un forage. Pour ce type de dispositif, il y a lieu de tenir compte :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du Code minier, en particulier son article L.411-1 qui impose une déclaration pour tous les forages d'une profondeur supérieure à 10 mètres. Cette déclaration est dématérialisée via l'outil de télédéclaration développé par le BRGM : DUPLOS (Déclaration Unique Pour Les Ouvrages Souterrains), accessible à l'adresse <a href="https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/">https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/</a>.</li><li>- du Code des collectivités territoriales, en particulier son article L.2224-9 imposant une déclaration en mairie (par l'outil DUPLOS également) ;</li><li>- de la nomenclature IOTA, si l'installation est concernée par un régime d'une rubrique de cette nomenclature. Sur ce point, l'exploitant est invité à se rapprocher du service de la police de l'eau à la Direction Départementale des Territoires de la Creuse pour de plus amples informations.</li></ul> <p>Si cette perspective de forage était retenue, et le projet correspondant envisagé prochainement, le dossier d'enregistrement (cf. point de contrôle N°1) devra apporter l'ensemble des précisions relatives aux points précités puisque la procédure en lien avec la législation IOTA sera embarquée</p>

par la procédure ICPE. Il est à noter que l'examen de conformité à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 de la nomenclature, compris dans le dossier d'enregistrement, abordera ce sujet prélèvement au travers de ses articles 27 à 29.

Nom du point de contrôle : Cuvettes de rétention (Point de contrôle N°8)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I - point 2.10.

Information confidentielle :

La lessive utilisée dans le tunnel de lavage est constituée d'un mélange de différents produits tels que dégraissant, détergeant/désinfectant, acide acétique 80%v, javel..., certains d'entre eux étant incompatibles. Sur ce dernier point, l'exploitant a précisé que ces produits incompatibles avaient été éloignés.

Nom du point de contrôle : Information réglementaire (Point de contrôle N°9)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/06/2025, article /

Information confidentielle :

La prescription n'a pas fait l'objet d'un contrôle. Il s'agit d'un rappel réglementaire.  
Dans le cadre des échanges, l'exploitant a évoqué le souhait d'un éventuel déménagement à moyen/long terme, afin de disposer notamment de davantage d'espace.  
Pour mémoire, dans le cadre d'un tel projet, il convient de faire application des dispositions du Code de l'environnement relatives d'une part à la cessation d'activité concernant le site actuel, d'autre part à la déclaration ou au dépôt d'un dossier d'enregistrement ou d'autorisation pour le site projeté. L'Inspection se tient à la disposition de l'exploitant au besoin sur ces aspects réglementaires.